

EN SCIENCES RELIGIEUSES :

une tumeur maligne»

Justement, je vous fais part de mon étonnement quant à la déclaration de notre ministre des Affaires religieuses – personnage de l'Etat donc – sur les dangers du wahhabisme lui opposant l'islam de Cordoue...

Le wahhabisme est une tumeur maligne qui ronge le corps de l'islam traditionnel. Certes l'islam traditionnel est décalé et en retard par rapport à son siècle, mais en tout cas il demeure paisible et producteur de sens ; c'est l'islam de nos parents. Le wahhabisme ce n'est pas l'islam traditionnel mais une maladie en pleine activité. Déjà cet islam traditionnel qui était conscient de l'anachronisme de ses réponses a entamé de l'intérieur une réforme incarnée dans l'œuvre théologico-sociale d'un Mohamed Abduh en Égypte ou d'un Ben Badis en

algériens qui ont péri durant la Première Guerre mondiale. Sa construction dans les années vingt a été financée par l'impôt algérien dit «Benghebrît» en référence à son premier recteur. L'association qui possédait et qui gérait la mosquée était algérienne de juridiction malékite et qui faisait partie des habous algériens. Ce n'est pas d'un achat qu'il s'agit mais d'une récupération d'un habous après l'indépendance.

Membre fondateur du Conseil du culte musulman en France, quelle est votre position concernant la proposition de création d'un conseil religieux de l'islam ?

Quoique membre fondateur dit «personnalité qualifiée», j'ai démissionné de ce Conseil afin de ne pas cautionner la

«Tout un océan textuel qu'on nomme hadiths dont ils se sont préoccupés et qu'ils ont parfois sacralisé au détriment d'une réflexion approfondie sur le Coran»

Algérie. On peut revenir, si vous le souhaitez, sur les raisons de l'échec ou de la non-poursuite de ce réformisme. En tout cas, le wahhabisme ne s'oppose pas qu'à l'islam algérien, comme semble le dire le ministre, mais à l'islam tout court, de Jakarta jusqu'aux minorités musulmanes des métropoles des pays occidentaux.

Est-ce que tous les pays musulmans ont pris conscience des dangers du wahhabisme comme vous l'expliquez ?

Non ! Votre question m'intéresse énormément. C'est le plus grand danger qu'un musulman puisse encourir, car c'est une maladie très complexe et très sournoise. Elle assèche l'esprit, renverse les valeurs, réduit l'éthique à la peur de l'enfer et au désir sensoriel et charnel du paradis. Mais le pire dans cette psychopathologie, c'est que le malade se voit sain et porteur de guérison au monde. Non seulement cette épidémie fauche les musulmans et diabolise leur religion, mais elle est devenue une réelle menace contre l'humanité.

Les Etats et les sociétés arabes ne sont même pas conscients de la gravité et de l'urgence de la situation. Ainsi l'Arabie Saoudite se préoccupe plus des Houthis au Yémen et s'enlise dans une guerre contre eux. Et la Turquie d'Erdogan déclare la guerre contre le terrorisme mais frappe les Kurdes, et que les Kurdes sont eux-mêmes en lutte existentielle avec Daech ! Le salafisme, passé au terrorisme ou pas, progresse partout même en Occident, à tel point qu'un jeune musulman en France, par exemple lorsqu'il veut pratiquer sa foi, ne trouve devant lui que la version salafiste qui occupe aujourd'hui la majeure partie de l'espace culturel et qui risque de mener directement vers le crime. Entre le salafisme et le djihadisme, la frontière est flexible et poreuse. On ne naît pas djihadiste, on le devient, ou par frustration, comme c'est le cas des anciens adeptes de Saddam en Irak, ou l'on progresse par étapes : on commence d'abord par un certain rigorisme dans la pratique puis on épouse une posture salafiste puis on balance dans le djihadisme.

A propos de la mosquée de Paris dont on dit qu'elle allait être achetée par l'Etat algérien, selon le ministre des Affaires religieuses, ce qu'a tout de suite démenti d'ailleurs son recteur Dalil Boubekur...

La mosquée de Paris n'a jamais été achetée par qui que ce soit. Le terrain a été offert par la mairie de Paris en reconnaissance aux soldats musulmans en majorité

pratiqués de M. Sarkozy qui voulait lui aussi jouer la carte de la religion, qui plus est, dans un pays où prévaut la séparation de l'Eglise et de l'Etat, où la Constitution interdit au politique de s'immiscer dans les affaires propres d'une religion. Mais dès la création du Conseil du culte musulman, le choix n'a pas porté sur des gestionnaires compétents et des théologiens imprégnés de l'esprit de modernité en mesure de mener une œuvre pédagogique et d'éclairage au sein de la communauté, et afin que le discours et le culte musulmans épousent la réalité de la cité si plurielle et sophistiquée. Ça n'a pas été le cas. M. Sarkozy a préféré suivre ce qu'il lui a semblé comme majorité visible, même radicale, même extrémiste.

Faisons attention, il ne s'agit pas ici de la mise en place d'une *machyakha* ou d'une

«Le hanbalisme mort est ainsi ressuscité dans le wahhabisme qui s'allie parfois avec l'islam politique qui veut conquérir le pouvoir avec un aspect juridique wahhabite ou salafiste...»

représentation religieuse qui s'apparente à une église ou à un clergé. L'islam ne connaît pas de papauté ni de prêtrise. Il est un message véhiculé par des consciences librement et individuellement engagées. En islam, on ne peut ni faire carrière ni être fonctionnaire de Dieu.

Vous épinglez l'Etat dans l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques sous le couvert de la protection de la religion contre les dérives de la récupération par des muftis autoproclamés, des groupes incontrôlés et autres sectes ?

En matière confessionnelle, l'Etat doit rester neutre devant tous les citoyens, croyants ou pas, musulman ou pas. C'est l'Etat de tout le monde, c'est un contrat entre nous tous qui reflète notre possible coexistence et gère nos différences. Quant à l'exercice du culte, l'Etat doit l'assurer dans la dignité et dans la beauté. Non pas parce que l'Etat partage la vérité de ce culte, il le fait parce qu'il s'agit d'un besoin citoyen au même titre que d'autres besoins en matière d'éducation, de culture, ou des arts. C'est ma conviction, je suis peut-être un penseur libre mais qui n'a de compte à rendre qu'à sa conscience.

Mais franchement, peut-on imaginer un désengagement de l'Etat vis-à-vis des questions religieuses sachant qu'à toutes les époques de l'histoire, religion

et pouvoir ont fait cause commune, l'Eglise romaine étant le précurseur de cette alliance entre la foi et le glaive. La laïcité serait-elle la panacée ?

L'Etat ne doit pas prononcer la fetwa et dire suivez telle école et ne suivez pas telle autre. C'est le travail de la société civile qui doit dégager des instances chargées de réfléchir sur les questions théologiques. L'Etat doit s'intéresser aux affaires culturelles et répondre à toute demande citoyenne musulmane ou pas, en l'occurrence musulmane puisque la majorité écrasante dans un pays comme l'Algérie, c'est l'islam. Ce n'est pas au gouvernement, au ministre des Affaires religieuses ni au Premier ministre de dire voici la voie à suivre dans un débat islamo-islamique. C'est une réflexion libre et un effort affranchi de toute tutelle politique ou administrative.

Ce n'est pas à l'Etat de définir l'orthodoxie et de la distinguer de l'hérésie. L'Etat ne doit pas et ne peut pas pénétrer dans les consciences qui, par nature, échappent aux décrets et aux lois. Sinon on crée une sur-enchère superficielle, une religiosité de façade où l'islam devient plus une hypocrisie et un carriérisme qu'un engagement éthique émanant de la conviction intime.

Nous voici de plain-pied dans le dogme islam religion et Etat (el islam dine ouadawla)...

Qui a dit ça ? Cette affirmation peu spirituelle ne figure ni dans le Coran ni dans le prétendu hadith attribué au Prophète. Ce que je sais c'est que la religion est un engagement libre alors que l'Etat exerce ses prérogatives de façon souveraine et même à travers la contrainte légale. Il convient de vérifier d'où vient cette affirmation.

Le Coran ainsi que l'arabe de l'époque de la Révélation emploient le mot «amr» dont le pluriel est «umûr» pour désigner la décision

politique. C'est de ce même substantif que dérive «amir» (émir) et «imara» (émirat). Le Coran est très explicite lorsqu'il laisse le «amr» au siècle ; «wa 'amruhum shûrâ bay-nahum», leur décision politique, ou leurs affaires temporelles naissent de leur propre concertation. Ainsi chaque groupe humain, chacun selon sa raison, chacun suivant ses intérêts, s'organise et établit la gouvernance de son choix, pourvu que la grande éthique coranique soit librement exprimée. Le Prophète de l'islam n'a laissé après sa mort que son message. Ni calife, ni émir, ni sultan. Toute forme d'Etat — ou absence d'Etat — produite par les musulmans relève de l'histoire et non de la Révélation.

«Le wahhabisme est une maladie sournoise qui assèche l'esprit, renverse les valeurs, réduit l'éthique à la peur de l'enfer et au désir sensoriel et charnel du Paradis et le pire dans cette psychopathologie, c'est que le malade se voit sain et porteur de guérison au monde.»

Parlez-moi plutôt de religion et de vie (*dine wa hayât*), et j'en suis le premier adepte.

L'histoire nous renseigne sur les réformateurs précurseurs de la fin du XIX^e début du XX^e siècle, représentés par le tandem Djamel Eddine El Afghani-Mohamed Abduh, tous deux obligés, au bout du compte, presque à se

dégager face aux pressions dont ils furent l'objet...

Le réformisme musulman est l'école de pensée dont je suis directement issu de par mon père et maître, cheikh Abbas, ami et disciple de Ben Badis. Or, cette honorable filiation ne m'empêche pas d'apporter quelques critiques de fond pour expliquer l'émoussement de ce mouvement dans l'islam d'aujourd'hui.

D'abord, les réformistes, hormis les fondateurs tels Abduh en Égypte, Ahmad Khan et Mir Ali en Inde et Ben Badis en Algérie, se sont contentés d'un concordisme fragile dont l'objectif est de marier hâtivement ce qu'ils ont appelé «authenticité» et «modernité» (*asâla wa hadâtha*). Cette synthèse, laconique et très connue à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, émanait d'éminents oulémas venant de la sphère religieuse et non de la pensée séculière.

Ce travail exégétique et réformateur a tout de même suscité un grand intérêt et une réelle poussée de sécularisation, notamment dans les grandes métropoles des pays musulmans. Ce phénomène qui a duré un siècle environ a porté le nom de Nahda (renaissance). Toutefois, la démarche s'avère un peu simpliste. L'«authenticité», pour ces réformistes, n'était autre que le produit exégétique et théologique du salaf, les doctes pionniers du premier siècle de l'Hégire ; la «modernité», quant à elle, s'identifiait au progrès des sociétés occidentales importé tel quel. Ce jumelage est davantage un syncrétisme hybride que la création d'une pensée originale qui s'abreuvait de ces deux sources. Dans le domaine purement islamique, les réformistes ont rarement évoqué les fondements du droit musulman (*usûl al-fiqh*) ou les fondements des sciences religieuses (*usûl al-dîn*). Les plus audacieux et les plus rigoureux n'ont orienté leur réflexion que sur ce qu'on appelle *al-furû'* (la pratique ou les branches des sciences religieuses), à savoir les résultats obtenus jadis de l'application de ces mêmes fondements, afin de voir comment leur apporter les modifications nécessaires. Pourtant tous les logiciens sont d'accord : l'application des mêmes méthodes produit nécessairement les mêmes résultats. Par ailleurs, et ce sera la cause essentielle de l'extinction du réformisme, celui-ci s'est identifié volontiers au mouvement nationaliste et libérateur qui luttait pour l'indépendance politique des pays musulmans. Dès que ces pays ont reconquis leur souveraineté nationale, il semble que le réformisme ait perdu alors son souffle, incapable de continuer son œuvre réformatrice proprement religieuse.

En effet, le réformisme a fini tragiquement par l'étatisation de son mouvement. Il est notoire que toutes les hautes fonctions de l'«islam officiel» à la solde du pouvoir ont été confiées aux grands dignitaires réforma-

teurs. Parler aujourd'hui du réformisme à ces musulmans profondément dégoûtés et frénétiquement révoltés contre le manque de droits politiques et économiques évoque spontanément en eux un islam complice des régimes coupables et comptables de misérables situations.

Suite en page 8